

postées samedi. Je ne suis pas absolument certain du nombre de circulaires qui restent à expédier, mais on m'a dit jeudi qu'elles seraient prêtes pour l'expédition samedi et que le reste serait posté à chaque détenteur de permis aujourd'hui et demain.

M. Mazankowski: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous indiquer si l'on tient compte également de ceux qui ont augmenté leurs fourrages vivaces en 1968 et 1969 en appliquant le programme de réduction des emblavures?

L'hon. M. Olson: Oui, monsieur l'Orateur, nous en avons tenu compte. Mais je pense qu'aucune disposition précise n'a été prise pour cette situation particulière.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION ET L'UTILISATION DES CARTES DE CRÉDIT

M. R. L. Whiting (Halton): Monsieur l'Orateur, je voulais poser ma question au ministre des Finances, mais je vais plutôt l'adresser maintenant au ministre de la Consommation et des Corporations. Le gouvernement ou la Commission des prix et des revenus a-t-elle fait des instances auprès des entreprises qui utilisent les cartes de crédit et auprès des compagnies et des institutions financières qui ont recours à cette méthode pour stimuler leur commerce, leur demandant de réglementer la diffusion de ces cartes et d'en restreindre l'usage, pour contribuer à enrayer l'inflation?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Pas précisément, monsieur l'Orateur, mais nous avons demandé aux institutions financières de s'imposer certaines restrictions, et à la fin de l'année, nous avons demandé à toutes les institutions de prêt de nous soumettre un relevé de leurs dépenses de l'année précédente et des échantillons de leurs textes publicitaires. On en fait présentement l'étude.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES PROGRAMMES ET LE BUDGET DES DÉPENSES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Par suite de l'inquiétude grandissante que crée au pays l'échec des récentes politiques d'expansion du gouvernement face aux graves problèmes de disparité régionale...

[L'hon. M. Olson.]

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député sait qu'il doit poser la question directement. A mon avis, il n'est pas réglementaire de préfacer sa question.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, peut-être me permettez-vous de reformuler la question. Le ministre est-il prêt à faire une déclaration à la Chambre pour atténuer l'inquiétude qui croît au pays par suite de l'échec de ses politiques de développement économique régional? Je songe, monsieur l'Orateur, à un discours prononcé il y a quelques jours par un économiste de l'Université de Montréal...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question telle que formulée n'est pas recevable. Le député peut demander des renseignements, mais pas de la façon dont il s'y prend.

M. McGrath: Peut-être pourrais-je essayer de poser ma question une troisième fois. Étant donné l'inquiétude que suscitent les problèmes d'expansion régionale, le ministre est-il maintenant disposé à envoyer son budget des dépenses sans tarder au comité permanent de l'expansion économique régionale, afin que ses membres aient l'occasion de questionner au moins les fonctionnaires du ministre, puisque lui-même ne semble pas vouloir donner des renseignements à la Chambre?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà soumis mon budget des dépenses au comité. Si le député veut obtenir ces renseignements, je pense qu'il peut s'adresser au comité.

M. McGrath: Je soulève la question de privilège ou j'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. En toute déférence, le comité n'est pas saisi des prévisions budgétaires du ministre. Le comité ne s'est pas réuni et nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner les prévisions de ce ministère. Je demande si le ministre en hâterait le renvoi au comité, afin de permettre l'étude de cette question qui inspire une inquiétude croissante.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, puis-je signaler au député que le budget principal pour 1970-1971 a été renvoyé aux divers comités le 18 février.

M. McGrath: Une question supplémentaire au leader du gouvernement, monsieur l'Orateur. Userait-il de sa grande influence auprès du président du comité permanent de l'expansion économique régionale pour que le comité se réunisse et étudie les prévisions budgétaires?